

LE TEMPS

<http://www.letemps.ch/Page/Uuid/6eb0c50a-cd02-11e0-8e72-44f06d9bc9b910>

mardi 23 août 2011

Offensive de charme du nouveau régime / Arnaud Dubus

Depuis les élections de novembre dernier, même si elles n'étaient pas totalement démocratiques, une amorce de changement s'opère. Le président civil Thein Sein a rencontré vendredi l'opposante et Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi

Il est sans doute trop tôt pour parler d'un «changement d'attitude» parmi les tenants du pouvoir en Birmanie. Force est toutefois de constater que les signes d'un dégel s'accumulent. Ces dernières semaines, l'opposante Aung San Suu Kyi, qui a été placée par l'ex-junte militaire en résidence surveillée pendant la plupart de ces quinze dernières années, a rencontré à deux reprises le ministre du Travail, puis a été reçue dans la capitale Naypyidaw par le président du gouvernement civil Thein Sein. Celui-ci a lancé un appel aux dissidents en exil pour qu'ils rentrent au pays, promettant que le gouvernement se montrera «bienveillant» à leur égard. Parallèlement, le gouvernement a aussi tendu la main aux guérillas ethniques (kachin, karen, karenni, môn et shan) pour des pourparlers de paix.

Ces pas mesurés sont-ils l'amorce d'un processus vers une plus grande démocratisation? Beaucoup des dissidents en exil sont sceptiques. «Si les gouvernants veulent vraiment améliorer la situation, ils doivent d'abord relâcher les 2000 prisonniers politiques, car ceux-ci sont emprisonnés uniquement pour leurs convictions, non pas parce qu'ils ont commis des crimes», indique Zin Linn, porte-parole du gouvernement birman en exil. De fait, les prisonniers politiques ont toujours constitué pour les dirigeants du pays une monnaie d'échange vis-à-vis de la communauté internationale. Des vagues partielles de libération ont permis, selon les circonstances, de diminuer la pression. Du point de vue du régime, abattre cet atout d'entrée de jeu affaiblirait par trop sa main dans ce qui risque d'être une longue partie de donnant donnant.

L'avènement d'un gouvernement civil – mais composé en bonne partie de militaires à la retraite – après les élections de novembre dernier a toutefois eu des effets sur les structures du pouvoir. Récemment sept généraux haut placés ont été limogés ou transférés à des postes peu importants par le président Thein Sein – un geste sans précédent. L'ancien chef de la junte, Than Shwe, dont les sentiments hostiles vis-à-vis d'Aung San Suu Kyi sont bien connus, n'est plus apparu publiquement depuis fin mars. La rencontre vendredi dernier entre Thein Sein et Aung San Suu Kyi, retransmise dans les médias gouvernementaux, a été jugée «encourageante» par les deux parties. «Les dirigeants essaient de prouver qu'ils ne sont plus un régime militaire et qu'ils sont en faveur de la réconciliation. Ils ont engagé une offensive de charme pour montrer un visage plus amène», estime Soe Aung de l'organisation Forum for democracy in Burma. Parmi les facteurs motivant le régime à se montrer plus flexible, la tenue le mois prochain de l'Assemblée générale des Nations unies joue un rôle à court terme. Inquiet devant l'effondrement rapide des gouvernements autocratiques dans certains pays arabes, le régime craint que la demande d'une enquête pour «crimes contre l'humanité», évoquée par l'envoyé spécial de l'ONU pour la Birmanie Tomas Ojea Quintana, soit mise en exergue.

Un doute plane aussi sur le fait que la Birmanie présidera ou non l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est en 2014 – le pays avait déjà dû sauter son tour en 2006. Pour Thein Sein et son gouvernement, il est capital que la «transition vers un gouvernement civil» soit reconnue par l'Asean pour que la Birmanie acquière le crédit nécessaire pour prendre la tête de l'organisation.

Même si les sanctions économiques affectent plus la population que les dirigeants, la nécessité de stopper la dérive désastreuse de l'économie birmane pousse aussi le régime à améliorer ses relations avec le monde extérieur. Lors d'un discours récent, le président Thein Sein a demandé au Fonds monétaire international d'envoyer une mission d'évaluation en Birmanie – une première pour un dirigeant birman depuis de nombreuses années. Des membres du gouvernement ont avancé l'idée d'une réforme du système surréaliste de taux de change, qui fixe un taux officiel 130 fois inférieur au taux du marché.